



REQUÊTE EN AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT SOU MIS A LA LRDBHD

FORMULAIRE C : EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT DE DIVERTISSEMENT PUBLIC

REMARQUES PRÉLIMINAIRES IMPORTANTES :

Le présent formulaire vise la délivrance d'une autorisation d'exploiter un établissement de divertissement public au sens des articles 3 let. c et 42 LRDBHD.

Définition :

L'établissement de divertissement public se définit comme étant un établissement destiné à la récréation de la population (article 3 let. c LRDBHD).

Sont notamment considérés comme tels les salons de jeux, tels que casinos, salons de billards, cybercafés, bowlings, laser-game (article 49 al. 1 let. a RRDBHD), les lieux de récréation pour familles en espace clos, tels que salles de jeux pour petits, mini-karting, aquaparc (article 49 al. 1 let. b RRDBHD) et les fêtes foraines et autres lieux de récréation en plein air qui font l'objet d'une installation fixe et permanente dans un espace dédié, tels que les parcs d'événements ou d'attraction (article 49 al. 2 RRDBHD).

Buvette accessoire à un établissement de divertissement public :

L'exploitation de buvettes permanentes accessoires au sein de l'établissement de divertissement public doit faire l'objet de requêtes en autorisation distinctes (formulaires 1, A, ou B) (articles 49 LRDBHD et 50 al. 7 à 9 RRDBHD).

L'autorisation d'exploiter une buvette accessoire à un établissement de divertissement public ne peut être délivrée qu'à condition que l'établissement de divertissement public soit au bénéfice d'une autorisation d'exploiter en vigueur délivrée en application des articles 42 LRDBHD et 50 RRDBHD.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'ÉTABLISSEMENT

Nom de l'établissement :

Adresse de l'établissement (n°, rue, NPA, localité) :

.....

Adresse postale (si différente) (n°, rue, NPA, localité) :

.....

Téléphone : Fax :

Email :

Horaires et jours d'exploitation :

- Lundi : Vendredi :
- Mardi : Samedi :
- Mercredi : Dimanche :
- Jeudi :

REMARQUES : Les horaires d'exploitation des établissements de divertissement public sont fixés par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir eu égard à l'environnement et à la tranquillité publique, ainsi qu'en raison notamment de leur construction, de leur aménagement ou de leur implantation (articles 44 al. 1 LRDBHD et 50 al. 4 RRDBHD). Le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut en outre imposer des heures limites au-delà desquelles les mineurs ne sont pas admis dans l'établissement (articles 44 al. 2 LRDBHD et 50 al. 4 RRDBHD).

2. CATÉGORIE DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 Type d'établissement de divertissement public (article 49 al. 1 et 2 RRDBHD) :

- Salon de jeux (exemples : casino, salon de billards, cybercafé, bowling, laser-game) (let. b)
Préciser :
- Nombre d'appareil de jeux (article 39 LRDBHD) :
- Lieu de récréation pour familles en espace clos (exemples : salles de jeux pour petits, mini-karting, aqua parcs) (let. b)
Préciser :
- Autre (préciser (voir article 49 al. 1 et 2 RRDBHD)) :
-
-

2.2 Âge d'admission dans l'établissement :

Quel est l'âge d'admission dans l'établissement : 16 ans 18 ans autre :

ATTENTION, REMARQUES DESTINÉES UNIQUEMENT AUX ÉTABLISSEMENTS DE TYPE SALON DE JEUX :

L'âge d'admission des mineurs est de 16 ans jusqu'à minuit et de 18 ans dès minuit (article 49 al. 4 RRDBHD). L'admission aux moins de 16 ans est possible après minuit s'ils sont accompagnés d'un majeur ayant autorité sur eux.

En fonction du type de jeux se trouvant dans l'établissement, les restrictions d'âge sont les suivantes (mettre une coche si l'établissement est concerné) :

- dès 10 ans : jeux de type simulateur de sport, de vol, de moto, de voiture ou assimilés, jeux de palet (air hockey), flippers, fléchettes, billards de café, baby-foot, jeux de sport (street basket-ball, kickboxer, dancing stage) ou assimilés.
- dès 14 ans : jeux de type simulateur de tir ou assimilés, bornes arcade-vidéos, jeux à lot.

L'exploitant doit désigner, au moyen d'autocollants, les restrictions d'âge d'accès selon les types de jeux (article 49 al. 7 RRDBHD).

Les enfants ayant jusqu'à 2 ans de moins que l'âge de restriction peuvent accéder aux jeux à

condition d'être accompagnés d'une personne adulte ayant autorité sur eux (article 49 al. 7 RRDBHD).

2.3 Buvette(s) accessoire(s) à l'établissement :

ATTENTION RAPPEL : chaque buvette accessoire à un établissement de divertissement public doit faire l'objet d'une requête distincte (formulaires 1, A ou B) et être au bénéfice d'une autorisation pour pouvoir être exploitée (articles 49 LRDBHD et 50 al. 8 RRDBHD).

Existe-t-il une/des buvette(s) accessoire(s) à l'établissement de divertissement public :

- NON → **poursuivre en remplissant directement le chapitre 3**
- OUI → **remplir le point 2.4 et déposer les requêtes en autorisation nécessaires pour les exploiter (formulaires 1, A, ou B)**

2.4 Nombre de buvette(s) et enseigne(s)/nom(s) de(s) (l')établissement(s) :

.....

Disposai(en)t-elle(s) d'une autorisation d'exploiter en vigueur au 31 décembre 2015 délivrée en application de la LRDBH :

- NON OUI : (préciser lesquelles) :
-

3. PROPRIÉTAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT (art. 3 let. o LRDBHD)

ATTENTION : en cas de mise en gérance de l'établissement (ou mise en fermage), le propriétaire de l'établissement au sens de la loi est le gérant/le fermier à condition qu'il jouisse des locaux ainsi que des installations de l'établissement et qu'il en assume l'entière responsabilité (art. 39 al. 2 RRDBHD).

3.1 Existe-t-il une mise en gérance de l'établissement ou un bail à ferme :

- NON → **poursuivre en remplissant le chapitre 3.3**
- OUI → **poursuivre en remplissant les chapitres 3.2 ET 3.3**

Un contrat a-t-il été conclu par écrit avec le(s) gérant(s) : OUI NON

Date de début de la mise en gérance :

3.2 Informations relatives à la personne physique ou morale ayant mis l'établissement en gérance/fermage :

3.2.1 S'il s'agit d'une personne morale (société), remplir les éléments ci-dessous :

Raison sociale (nom de la société) :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

3.2.2 S'il s'agit d'une personne physique, remplir les éléments ci-dessous :

Nom(s) : Prénom(s) :

Date de naissance : Nationalité :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

3.3 Informations relatives au propriétaire de l'établissement (ou bénéficiant de la mise en gérance/fermage) :

Le propriétaire est :

une personne morale → **poursuivre en remplissant le chapitre 3.3.1**

une personne physique → **poursuivre en remplissant le chapitre 3.3.2**

3.3.1 Le propriétaire est une personne morale (ou société de personnes) :

a. Renseignements généraux

Raison sociale (nom de la société) :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

Téléphone: Fax :

Email :

Identité du Président¹ :

Identité de la personne qui exerce la direction au sein de la société³ :

.....

Indiquer l'identité d'un des représentants de la société² :

Nom(s) : Prénom(s) :

Date de naissance : Nationalité :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

Téléphone : Fax :

Email : Permis de séjour/travail (type) :

Fonction : Pouvoir de signature : individuel
 collectif à deux

En cas de pouvoir de signature collectif à deux, indiquer l'identité d'un deuxième représentant² de la société :

Nom(s) : Prénom(s) :

Fonction : Pouvoir de signature : individuel
 collectif à deux

b. Renseignements relatifs à une procédure pénale en cours

Les représentants³ de la société propriétaire font-ils actuellement, à titre personnel, l'objet d'une procédure pénale : OUI NON

¹ A remplir uniquement si le propriétaire est une SA, une SARL, une société en commandite, une Fondation ou une Association.

² Le représentant de la personne morale ici désigné doit être la personne de contact pour le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Procédure pénale P / / dirigée contre :

Infraction(s) reprochée(s) :

.....

Bref descriptif des faits reprochés :

.....

.....

Les faits reprochés sont-ils reconnus : OUI NON PARTIELLEMENT

La procédure est actuellement menée par le : Ministère public Tribunal pénal

c. Renseignements relatifs à l'extrait de casier judiciaire

(à remplir uniquement en cas de condamnation figurant sur le casier judiciaire)

Pour chacune des condamnations, indiquer l'infraction concernée (article de loi) et un bref descriptif des faits sanctionnés :

▪

.....

▪

.....

d. Renseignements en matière de sécurité sociale et de droit du travail

Les représentants⁴ de la société propriétaire sont-ils employeurs ou ont-ils déjà été employeurs durant les douze derniers mois :

NON OUI Identité(s) :

Les représentants⁴ de la société propriétaire ont-ils des arriérés à régler en matière de cotisations sociales (AVS/AI/LPP) :

NON OUI Identité(s) :

Montant : Caisse :

Les représentants⁴ de la société propriétaire respectent-ils les conditions de travail en usage (application d'une convention collective de travail et/ou d'un contrat-type de travail) :

NON OUI Identité(s) :

³ On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

⁴ On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

Les représentants⁴ de la société propriétaire, respectivement la société propriétaire elle-même, ont-ils déjà fait l'objet d'une sanction (administrative ou civile) en raison du non-respect des conditions de travail applicables :

NON OUI Identité(s) :

Les représentants⁴ de la société propriétaire, respectivement la société propriétaire elle-même, ont-ils déjà été contraints par l'OCIRT à signer un engagement de respecter les conditions de travail en usage à Genève :

NON OUI Identité(s) :

3.3.2 Le propriétaire est une personne physique

a. Renseignements généraux

Nom(s) : Prénom(s) :

Date de naissance : Nationalité :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

.....

Téléphone : Fax :

Email : Permis de séjour/travail (type) :

Il existe un copropriétaire de l'établissement: OUI (remplir ci-dessous) NON

Nom(s) : Prénom(s) :

Date de naissance : Nationalité :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

.....

Téléphone : Fax :

Email : Permis de séjour/travail (type) :

b. Renseignements relatifs à une procédure pénale en cours

Le propriétaire (ou l'un des copropriétaires) fait-il actuellement l'objet d'une procédure pénale : OUI NON

Procédure pénale : P / / dirigée contre :

Infraction(s) reprochée(s) :

.....

Bref descriptif des faits reprochés :

.....

.....

Les faits reprochés sont-ils reconnus : OUI NON PARTIELLEMENT

La procédure est actuellement menée par le : Ministère public Tribunal pénal

c. Renseignements relatifs à l'extrait de casier judiciaire

(à remplir uniquement en cas de condamnation figurant sur le casier judiciaire)

Pour chacune des condamnations, indiquer l'infraction concernée (article de loi) et un bref descriptif des faits sanctionnés :

-
-
-
-
-
-

d. Renseignements en matière de sécurité sociale et de droit du travail

Le propriétaire (ou l'un des copropriétaires) est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois :

OUI → **poursuivre en remplissant les éléments du point d**

NON → **poursuivre en remplissant le chapitre 4**

Le propriétaire (ou l'un des copropriétaires) a-t-il des arriérés à régler en matière de cotisations sociales (AVS/AI/LPP) :

NON OUI Identité(s) :

Montant : Caisse :

Le propriétaire (ou les copropriétaires) respecte-t-il les conditions de travail en usage (application d'une convention collective de travail et/ou d'un contrat-type de travail) :

OUI NON Identité(s) :

Le propriétaire (ou l'un des copropriétaires) a-t-il déjà fait l'objet d'une sanction (administrative ou civile) en raison du non-respect des conditions de travail applicables :

OUI NON Identité(s) :

Le propriétaire (ou l'un des copropriétaires) a-t-il déjà été contraint par l'OCIRT à signer un engagement de respecter les conditions de travail en usage à Genève :

OUI NON Identité(s) :

4. EXPLOITANT DE L'ÉTABLISSEMENT (article 3 let. n LRDBHD)

ATTENTION : L'exploitant doit être désigné par le propriétaire de l'établissement mentionné au chapitre 3.3 (article 9 let. f LRDBHD). Les autorisations d'exploiter prévues par la LRDBHD ne peuvent être délivrées qu'à une personne physique et sont intransmissibles (articles 9 let. a et 21 al. 3 LRDBHD).

4.1 Nom(s) : **Prénom(s) :**

Date de naissance : Nationalité :

Adresse (n°, rue, NPA, localité) :

.....

Téléphone : Fax :

Email : Permis de séjour/travail (type, durée) :

4.2 Identité de l'employeur : **Date du début du contrat :**

Taux d'activité : Heures par semaine Fonction :

Horaires de présence convenus au sein de l'établissement :

.....

4.3 L'exploitant exploite-t-il actuellement un/des autre(s) établissement(s)⁵ :

OUI NON

Si oui, combien : et lesquels :

(i) Enseigne/nom de l'établissement : Catégorie :

Adresse :

Horaires de présence :

(ii) Enseigne/nom de l'établissement : Catégorie :

Adresse :

Horaires de présence :

(iii) Enseigne/nom de l'établissement : Catégorie :

Adresse :

Horaires de présence :

4.4 L'exploitant exerce-t-il actuellement une autre activité professionnelle :

OUI → **poursuivre en remplissant le chapitre 4.4**

NON → **poursuivre en remplissant le chapitre 4.5**

L'exploitant exerce cette activité en tant que :

indépendant salarié : Identité de l'employeur :

Date de début du contrat :

Fonction : Taux d'activité : Heures par semaine

Cette activité va-t-elle être poursuivie en parallèle de l'exploitation de l'établissement visé par la présente requête⁵ : OUI NON, date de fin :

⁵ Attention, un même exploitant n'est autorisé à exploiter 3 établissements simultanément que pour autant qu'il n'exerce aucune autre activité professionnelle en parallèle (article 40 al. 4 RRDBHD). Sur demande motivée, le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut exceptionnellement autoriser l'exploitation d'un quatrième établissement, aux conditions de l'article 40 al. 4 *in fine* RRDBHD.

Commentaires éventuels :

.....

4.5 L'exploitant fait-il actuellement l'objet d'une procédure pénale : OUI NON

Procédure pénale : P / /

Infraction(s) reprochée(s) :

.....

Bref descriptif des faits reprochés :

.....

Les faits reprochés sont-ils reconnus : OUI NON PARTIELLEMENT

La procédure est actuellement menée par le : Ministère public Tribunal pénal

4.6 (A remplir uniquement en cas de condamnation figurant sur le casier judiciaire) :

Pour chacune des condamnations, indiquer l'infraction concernée (article de loi) et un bref descriptif des faits sanctionnés :

-
-
-
-
-
-

4.7 L'exploitant est-il employeur ou a-t-il déjà été employeur durant les douze derniers mois :

OUI → **poursuivre en remplissant le chapitre 4.7**

NON → **poursuivre en remplissant le chapitre 5**

L'exploitant a-t-il des arriérés à régler en matière de cotisations sociales (AVS/AI/LPP) :

NON OUI Identité(s) :

Montant : Caisse :

L'exploitant respecte-t-il les conditions de travail en usage (application d'une convention collective de travail et/ou d'un contrat-type de travail) :

OUI NON

L'exploitant a-t-il déjà fait l'objet d'une sanction (administrative ou civile) en raison du non-respect des conditions de travail applicables :

OUI NON

L'exploitant a-t-il déjà été contraint par l'OCIRT à signer un engagement de respecter les conditions de travail en usage à Genève :

OUI NON

5. LOCAUX DE L'ÉTABLISSEMENT

5.1 Le propriétaire de l'établissement mentionné au chapitre 3.3 est :

propriétaire des locaux de l'établissement

locataire des locaux de l'établissement

Identité du bailleur :

Date de début du contrat de bail :

Destination des locaux⁶ :

.....

Le contrat de bail a-t-il été résilié : OUI Avec effet au :

NON

Dans l'affirmative, une procédure en contestation du congé a-t-elle été introduite devant la juridiction des baux et loyers :

NON OUI N° de procédure : C / /

Stade de la procédure :

sous-locataire des locaux de l'établissement

Identité du bailleur principal :

Identité du/des titulaire(s) du bail principal :

.....

Identité du sous-bailleur :

Identité du/des sous-locataire(s) :

Date de début de la sous-location :

La sous-location a-t-elle été autorisée par le bailleur principal : OUI NON

Destination des locaux⁷ :

Le contrat de bail a-t-il été résilié : OUI Avec effet au :

NON

Dans l'affirmative, une procédure en contestation du congé a-t-elle été introduite devant la juridiction des baux et loyers :

NON OUI N° de procédure : C / /

Stade de la procédure :

⁶ Il vous faut indiquer la destination des locaux figurant dans le contrat de bail relatif aux locaux de l'établissement.

⁷ Il vous faut indiquer la destination des locaux figurant dans le contrat de bail relatif aux locaux de l'établissement.

REMARQUES IMPORTANTES

Le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet du Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage) ou transmise par voie postale.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises**. Les dossiers incomplets seront systématiquement retournés à l'exploitant (article 19 al. 1 let. c, al. 2 et al. 3 RRDBHD). Une requête incomplète est considérée comme n'ayant pas été déposée.

6. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE (article 20 RRDBHD)

A. Pièces relatives à l'exploitant

- 6.1 Deux **photos** format passeport (récentes, de face, sans lunettes de soleil ni couvre-chef)

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.2 Copie de la **pièce d'identité**

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.3 Copie du **permis de séjour ou du permis de travail** autorisant l'exercice d'une activité lucrative à Genève⁸

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.4 Extrait du **casier judiciaire suisse** original et daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.5 Extrait du **casier judiciaire du pays de domicile** original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête⁹

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.6 **Certificat de bonne vie et mœurs**¹⁰ original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.7 **Attestation prouvant que l'exploitant s'est acquitté envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI/LPP)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête¹¹

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.8 **Certificat de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant original et daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

- 6.9 Copie du **contrat de travail ou de tout autre contrat** conclu avec le propriétaire de l'établissement¹²

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

B. Pièces relatives au propriétaire (mentionné sous 3.3)

- 6.10 Copie de la **pièce d'identité**¹³

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

⁸ Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.

⁹ Pièce à produire uniquement si l'exploitant est domicilié hors de Suisse.

¹⁰ Si l'exploitant n'est pas domicilié en Suisse, et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de tutelle ou de curatelle et jouir d'une bonne réputation.

¹¹ Pièce à produire uniquement si l'exploitant est employeur ou qu'il a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête.

¹² La production de cette pièce n'est pas exigée si l'exploitant est également le propriétaire de l'établissement.

6.11 Extrait du **casier judiciaire suisse** original et daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête¹³

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.12 Extrait du **casier judiciaire du pays de domicile** original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile^{14 15}

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.13 **Certificat de bonne vie et mœurs** original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête¹⁴

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.14 **Attestation prouvant que le propriétaire s'est acquitté envers ses employés des prestations sociales (AVS/AI/LPP)** durant les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête¹⁶

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.15 Copie du **contrat de bail à loyer** mentionnant la destination des locaux

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.16 Copie du **contrat de sous-location** et d'une attestation du bailleur (propriétaire des locaux) autorisant la sous-location¹⁷

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.17 Copie du **contrat de transfert de bail**¹⁸

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.18 **Extrait du registre foncier**¹⁹

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.19 Extrait du **registre du commerce** attestant que l'exploitant dispose d'un pouvoir de signature

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

6.20 Copie du **contrat de mise en gérance** ou du contrat de bail à ferme²⁰

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

¹³ Pour la société simple, la SNC et la société en commandite : cette pièce doit être fournie par tous les associés. Pour la SA, la SARL et la Coopérative : cette pièce doit être fournie uniquement par le président de la société et par la personne qui exerce la direction de la société (si différente).

Pour la Fondation et l'Association : cette pièce doit être fournie uniquement par le président et par la personne qui exerce la direction (si différente).

¹⁴ Pour la société simple, la SNC et la société en commandite : cette pièce doit être fournie par tous les associés. Pour la SA, la SARL et la Coopérative : cette pièce doit être fournie uniquement par le président de la société et par la personne qui exerce la direction de la société (si différente).

Pour la Fondation et l'Association : cette pièce doit être fournie uniquement par le président et par la personne qui exerce la direction (si différente).

¹⁵ Pièce à produire uniquement si l'exploitant est domicilié hors de Suisse.

¹⁶ Pièce à produire uniquement si le propriétaire est employeur ou qu'il a été employeur dans les douze derniers mois précédant le dépôt de la requête.

¹⁷ Pièce à produire uniquement si le propriétaire de l'établissement est sous-locataire des locaux.

¹⁸ Pièces à produire uniquement si le propriétaire de l'établissement est au bénéfice d'un contrat de transfert de bail relatif aux locaux.

¹⁹ Pièce à produire uniquement si le propriétaire de l'établissement est également propriétaire des locaux.

²⁰ Pièce à produire uniquement s'il existe un contrat de mise en gérance ou de bail à ferme conclu par écrit.

C. Pièces relatives aux locaux

6.21 **Pour les établissements ouverts à un large public (dès 100 personnes)²¹ :** permis d'occuper délivré par le DALE ou, s'il n'a pas encore été reçu, l'autorisation de mise en service délivrée par le service de la police du feu

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

Pour les établissements non-ouverts à un large public (moins de 100 personnes)²¹ : attestation de conformité établie par un mandataire professionnellement qualifié

A remplir par la PCTN : en ordre pièce manquante/incomplète pièce non-exigée

L'attention des requérants est attirée sur le fait que le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir peut en outre :

- a. faire dépendre la délivrance de l'autorisation requise à la production par l'exploitant et/ou le propriétaire d'une attestation délivrée par l'OCIRT (Office cantonal de l'inspection et des relations du travail) confirmant que l'exploitant s'est engagé auprès de l'office à respecter les conditions de travail en usage à Genève (article 20 al. 2 let. m et al. 3 let. e RRDBHD) ;
- b. ordonner la production des jugements pénaux relatifs aux condamnations figurant dans le(s) extrait(s) de casier judiciaire produit(s) ainsi que toute pièce utile relative à une procédure pénale en cours (article 31 al. 4 RRDBHD) ;
- c. ordonner la production de tout document ou pièce complémentaire lui permettant d'établir si les conditions d'octroi de l'autorisation sollicitée sont remplies (article 20 al. 5 RRDBHD et article 31 al. 3 RRDBHD).

Le dossier n'est réputé être complet au sens de l'article 19 al. 1 let b et al. 3 RRDBHD qu'à réception des pièces complémentaires requises par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir dispose d'un délai de deux mois au plus, à compter de la date du dépôt de la requête complète et de la réception des éventuels préavis requis des autorités (articles 20 LRDBHD et 31 al. 6 à 11 RRDBHD), pour rendre une décision relative à la présente requête (article 31 al. 12 RRDBHD).

Les parties signataires sont rendues attentives sur le fait que le dossier relatif à la présente requête en autorisation est librement accessible au propriétaire de l'établissement et à l'exploitant désigné. Ceci vaut également pour les données personnelles relatives à l'exploitant communiquées à l'appui de la requête.

En outre, le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir est habilité à percevoir un émolument pour l'examen de la demande d'autorisation d'exploiter, prévu par la loi, après dépôt de la requête, et à différer l'examen de celle-ci en cas de non-paiement (articles 57 al. 1 et 59 al. 1 LRDBHD). L'émolument reste acquis au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir en cas de retrait ou rejet de la requête (article 59 al. 3 LRDBHD).

²¹ Un établissement est considéré comme étant ouvert à un large public s'il peut accueillir 100 personnes ou plus (article 38 du Règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses du 27 février 1978).

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée au Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

De par sa signature, l'exploitant s'engage à gérer de manière personnelle et effective l'établissement pour lequel il sollicite l'autorisation d'exploiter.

Propriétaire de l'établissement :

Lieu :

Date :

Raison sociale :

.....

Nom(s) et prénom(s)²² :

.....

.....

Signature(s)²² :

.....

.....

Exploitant de l'établissement :

Lieu :

Date :

Nom et prénom :

.....

Signature :

.....

.....

²² En cas de pouvoir de signature collectif à deux : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par deux représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.

A remplir par le Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir

Date de réception de la requête : Initiales du gestionnaire :

Requête complète Catégorie identifiée :
Initiales du gestionnaire :

Requête incomplète

Requête retournée : en mains propres par voie postale

Date de retour de la requête :

Destinataire de la requête retournée :

- Motif :
- Formulaire lacunaire/incomplet
 - Pièces incomplètes/manquantes (pièce de vous référer au n° 6 pour le détail)
 - Signature(s) manquante(s) ou pas originale(s)
 - Emolument impayé
 - Le formulaire ne peut pas être utilisé
→ motif :
 - formulaire suggéré :
 - Autre :

Initiales du gestionnaire : Signature :

Commentaires éventuels :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....